



OPINION

Le Canada a besoin d'une nouvelle stratégie pour le climat

DAVE MCKAY

PUBLIÉ DANS LE GLOBE AND MAIL

LE 20 OCTOBRE 2021

Dave McKay est président, chef de la direction et administrateur de la Banque Royale du Canada

Alors que le Canada se prépare en vue du sommet historique de l'ONU sur le climat, qui aura lieu le mois prochain à Glasgow, en Écosse, nous devons voir les changements climatiques comme une occasion de transformer chaque secteur de notre économie.

Notre pays s'est fixé des objectifs climatiques ambitieux, parmi lesquels une réduction de 40 % des émissions d'ici 2030 et une transition complète vers zéro émission nette d'ici 2050. À ce stade, nous avons accumulé du retard. Au rythme actuel, nous pouvons envisager une réduction de 27 % d'ici la fin de la décennie, et nous aurons encore un surplus d'au moins 30 % d'émissions en 2050. Nous ne nous attaquons pas aussi rapidement aux changements climatiques que nous le devrions. Et nous devons opérer dans l'ordre la plus grande transition économique de notre vivant, de manière à assurer la prospérité des Canadiens sans détruire des industries et des secteurs d'activité dont le pays dépend. Le statu quo ne nous permettra pas d'atteindre nos objectifs.

Il nous faudra plutôt une nouvelle stratégie pour accroître et adapter plus rapidement les investissements et les activités liées aux changements climatiques, afin d'investir régulièrement 60 milliards de dollars de plus par an au cours des 30 prochaines années, soit au total deux mille milliards de dollars, selon un nouveau rapport de recherche publié par RBC. Et cette nouvelle stratégie doit contribuer à apporter une stabilité à long terme, à accélérer la prise de décision et à assurer une meilleure coordination dans la manière dont nous injectons les capitaux nécessaires au renforcement de l'offre et de la demande. Cela veut dire, entre autres, que nous devons nous concentrer sur les technologies, les comportements et les sous-secteurs qui nous permettront d'atteindre plus facilement la cible de zéro émission nette.

Le Canada a accompli d'importants progrès dans de nombreux secteurs. Nous comptons des leaders de l'innovation dans des technologies indispensables à la lutte contre les changements climatiques, et des subventions et des incitatifs sont en place pour encourager leur adoption. Enfin, nous nous servons de leviers, tels que la tarification progressive du carbone.

Toutefois, notre approche est trop parcellaire et nous n'avons ni les garanties politiques ni les engagements de financement nécessaires pour créer une dynamique qui nous permettra d'atteindre nos objectifs climatiques. Par exemple, nous devons à tout prix coordonner étroitement nos actions visant à développer un réseau de bornes de recharge, améliorer la capacité des batteries, augmenter le nombre de véhicules électriques (qui ne représentent actuellement que 2 % à 3 % du parc automobile) et doubler l'approvisionnement en électricité. En adoptant une approche plus solidaire et plus globale, le Canada peut jouer un rôle actif dans l'industrie automobile de prochaine génération.

L'agriculture constitue un autre exemple où une meilleure coordination peut générer des économies d'échelle et mener plus vite à zéro émission nette. Ce secteur est une source importante d'émissions, mais il peut aussi attirer des investissements dans de nouvelles technologies et des processus de production alimentaire qui contribuent à réduire les émissions et à renforcer la compétitivité du Canada sur la scène internationale. Nous devons notamment faire en sorte que les terres agricoles soient des puits de carbone actifs, accroître l'électrification du matériel agricole, développer de nouvelles stratégies en matière de plantation, et augmenter la production de biocarburants.

Notre rapport conclut que le Canada pourrait s'engager de manière plus coordonnée dans six voies, qui vont de l'amélioration du rendement énergétique des bâtiments à la production d'électricité, en passant par l'agriculture durable et les véhicules électriques. Pour mettre en place ces différentes voies, nous devons élaborer un nouveau concept visant à réunir les parties prenantes et les activités liées au climat. Le gouvernement pourrait étudier les avantages de créer une nouvelle entité public-privé, qui serait alimentée par des capitaux publics et privés, y compris des capitaux autochtones, et serait capable d'attirer plus d'investissements des marchés financiers.

Une telle entité devrait également se démarquer par une gouvernance transparente et être en mesure de rendre des comptes au public, tout en étant en communication directe avec les gouvernements fédéral et provinciaux afin que la réglementation n'entrave pas sa mission. Enfin, toute structure coordinatrice devrait être à l'abri des changements politiques, comme c'est le cas pour l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, et conserver son indépendance afin que le programme de lutte contre les changements climatiques demeure au-dessus des clivages partisans ou des divergences fédéral-provincial pendant trois décennies.

Pour pouvoir travailler efficacement, toute entité devrait être également habilitée à la suite d'importants changements d'orientation politique, et ce, dans un souci de stabilité et de rapidité d'exécution. Une utilisation plus ciblée des revenus tirés de la tarification du carbone, un accroissement des rénovations domiciliaires axées sur l'efficacité énergétique et un encouragement de la demande des consommateurs en produits verts figurent parmi les actions qui pourraient être entreprises.

Tout cela constituerait un geste courageux, mais nécessaire. Mais ce ne sera pas facile, et d'importantes décisions devront être prises. Le Canada doit mobiliser des quantités de capitaux sans précédent, tout en étant confronté à des perspectives de croissance économique difficiles, à un endettement élevé découlant des mesures prises contre la pandémie, et à un vieillissement de la population. Mais si nous faisons les choses comme il faut, notre pays peut générer de la croissance, ce qui nous mènera sur la voie de zéro émission nette.

Ce faisant, nous pourrions sauver notre planète, entrer dans une nouvelle ère d'idées et d'innovations qui apporteront prospérité et emplois aux Canadiens, et assurer à notre économie une croissance durable à long terme.

<https://www.theglobeandmail.com/business/commentary/article-canada-needs-a-new-playbook-onclimate/>

© 2021 The Globe and Mail Inc. Tous droits réservés. globeandmail.com et The Globe and

**Mail sont des divisions de The Globe and Mail Inc., The Globe and Mail Centre
351 King Street East, Suite**

1600 Toronto (Ontario) M5A 0N19 Phillip Crawley, éditeur